

**Département du DOUBS
Commune de DASLE (25230)**

**DOSSIER
D'ENQUETE PUBLIQUE**

**Transfert d'office sans indemnités dans le domaine public
communal des sections encore privées de la voie ouverte à
la circulation publique « Rue de la Source »**

Sommaire

- 1) Présentation du projet
- 2) Rappel des textes réglementaires
- 3) Plan de situation
- 4) Nomenclature de la voie – État parcellaire
- 5) Plan parcellaire
- 6) Caractéristiques techniques de l'état d'entretien de la voie et des espaces communs nécessaires à la voirie
- 7) Annexes



GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

**CABINET DEVILLAIRS
Société de Géomètre-Expert**

1 rue du Champ de Foire
25200 MONTBELIARD
Tél. 03 81 91 72 03
E-mail : cabinet.devillairs@gmail.com
N° d'inscription au Tableau de l'Ordre : 2007B200005

19066 – Novembre 2025

1) PRESENTATION DU PROJET

OBJET DE L'ENQUETE

La Commune de DASLE a décidé de transférer les sections restant encore privées de la Rue de la Source dans son domaine public communal.

La totalité de la Rue de la Source, en ce comprises les sections encore privées de celle-ci, constitue aujourd’hui dans les faits une voie et espaces communs ouverts à la circulation publique.

Cette voie dessert un petit quartier résidentiel qui s'est développé depuis les années 70 jusqu'à accueillir aujourd’hui 42 habitations. Originairement les premières habitations étaient desservies pour partie par un ancien chemin rural aujourd’hui disparu et remplacé par la voie actuelle dénommée « rue de la Source ».

En février 1972, un plan parcellaire de ce quartier avait été réalisé par Monsieur Michel HARNISCH, alors géomètre-expert à AUDINCOURT, sous la référence 893 et dont copie sera jointe et annexée aux présentes, à l'effet de permettre, déjà à l'époque, à la Commune de DASLE d'acquérir les parcelles nécessaires au transfert de cette voie dans son domaine public.

Diverses acquisitions ont ainsi été régularisées aux cours des années 1973 à 1978 à cet effet et les parcelles ainsi acquises ont été transférées depuis dans le domaine public communal routier.

Après recensement visant la rue de la Source et ses abords immédiats, il a pu être déterminé qu'un ensemble de 34 parcelles privées constituaient encore aujourd’hui parties de la voirie et de ses espaces communs ouverts au public dans ce quartier.

Sur ces 34 parcelles, 10 constituaient des élargissements de l'ancien chemin rural originel, lesquelles ont dès lors été acquises amiablement par la Commune de DASLE au cours des années 2024 et 2025. Les 24 parcelles restantes, non issues de l'ancien chemin rural, appartiennent à des propriétaires privés, riverains ou non de la voie.

La rue de la Source est ouverte sans restriction à la circulation publique depuis sa réalisation, la circulation y est par ailleurs effective et continue suggérant l'accord des propriétaires et propriétaires riverains d'accepter l'usage public de la voie. Enfin, les services publics de collecte des ordures ménagères, de déneigement et d'éclairage y sont assurés par la Commune depuis de nombreuses années.

Par ailleurs, l'absence d'entretien engendre une dégradation progressive de la voie et des espaces communs, et pour lequel aucune amélioration n'est intervenue à la date d'ouverture de la présente enquête publique. Par conséquent, il est nécessaire que la Commune devienne propriétaire de l'entièreté de la voie pour pouvoir engager des travaux de réfection.

Le transfert d'office dans le domaine public communal des sections encore privées de cette voie relève donc de l'intérêt général, car il permettra ainsi la régularisation d'une situation de fait qui sécurisera les usagers de ladite voie et la bonne exécution du service public.

PROCEDURE D'ENQUETE

Afin de gérer cette voie et permettre aux riverains de continuer à bénéficier des services rendus sur le domaine public, la commune doit procéder à son classement dans le domaine public communal.

La procédure mise en œuvre à cet effet est faite en application de l'article L 318-3 du Code de L'Urbanisme et des articles visés supra.

Aussi par délibération du 04 novembre 2025 la commune a décidé de recourir à la procédure de transfert d'office dans le domaine public communal des voies privées ouvertes à la circulation publique, ce qui lui permettra, après enquête publique, de transférer d'office et sans indemnité, la propriété de ces sections de voie et de ses équipements annexes dans son domaine public communal.

Dans le cadre de la procédure de transfert d'office, un plan valant alignement sur lequel l'assiette de la voie et de ses dépendances est limitée aux emprises effectivement livrées à la circulation publique doit être approuvé.

Ce plan valant alignement, ou « plan parcellaire », a été réalisé par le Cabinet DEVILLAIRS, géomètre-expert à MONTBELIARD en septembre 2025 sous la référence dossier 19066 et ci-joint au chapitre 5) PLAN PARCELLAIRE.

L'emprise à transférer est ainsi référencée à la matrice cadastrale sous la section B, parcelles numéros 615, 617, 697, 619, 1136, 1138, 625, 685, 683, 681, 679, 627, 629, 631, 661, 633, 1122, 1124, 1134, 1132, 1133, 1130, 1126 et 1128.

Tel que définie plus amplement au chapitre 4) NOMENCLATURE DE LA VOIE – ETAT PARCELLAIRE.

Par suite, il a été recherché les propriétaires actuels des parcelles ainsi concernées par l'emprise de la voie, lesquels sont recensés dans l'état parcellaire figurant au chapitre 4) NOMENCLATURE DE LA VOIE – ETAT PARCELLAIRE.

Une notification individuelle du dépôt du dossier à la mairie a été faite aux propriétaires des parcelles comprises en tout ou partie dans l'emprise du projet, sous pli recommandé, avec demande d'avis de réception à leur dernier domicile connu.

Par souci d'information, la commune a également notifié individuellement par courrier simple le dépôt du dossier d'enquête publique en Mairie aux riverains concernés desservi par la portion de la voie objet de la présente procédure.

Enfin, il a été établi un état des lieux des caractéristiques techniques et de l'état d'entretien de la voie et des espaces communs, ci-après plus amplement décrit au chapitre 6) CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DE L'ÉTAT D'ENTRETIEN DE LA VOIE ET DES ESPACES COMMUNS NÉCESSAIRES À LA VOIRIE.

Par arrêté du 12 novembre 2025, Madame la Maire a désigné le commissaire-enquêteur chargé de l'enquête publique préalable au transfert d'office de la voie et précisé l'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et les heures et le lieu où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations.

À l'issue de l'enquête, si aucun propriétaire n'a fait connaître son opposition, le conseil municipal prononcera le transfert d'office qui interviendra sans indemnité et éteindra tous droits réels et personnels existants sur les biens transférés. Étant précisé que ce transfert vaudra classement d'office dans le domaine public communal et emportera approbation du plan d'alignement.

En cas d'opposition, la décision de transférer d'office pourra être prise par arrêté du représentant de l'État dans le département, à la demande de la Commune.

CONTENU DU DOSSIER D'ENQUETE

Le présent dossier d'enquête portant transfert d'office de sections de la rue de la Source dans le domaine public communal comprend les éléments suivants :

- Présentation du projet
- Rappel des textes applicables
- Plan de situation
- Nomenclature de la voie et état parcellaire
- Plan parcellaire permettant de délimiter l'emprise de la voie et de ses dépendances
- Caractéristiques techniques de l'état d'entretien de la voie et des espaces communs
- Annexes

2) RAPPEL DES TEXTES REGLEMENTAIRES

La procédure de transfert d'office de la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique est prévue par le Code de l'Urbanisme, par le Code de la Voirie Routière et par le Code des relations entre le public et l'administration.

CODE DE L'URBANISME

➤ Article L 318-3 du Code de l'Urbanisme

La propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitations et dans des zones d'activités ou commerciales peut, après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale et réalisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration, être transférée d'office sans indemnité dans le domaine public de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées.

La décision de l'autorité administrative portant transfert vaut classement dans le domaine public et éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels et personnels existant sur les biens transférés.

Cette décision est prise par délibération du conseil municipal. Si un propriétaire intéressé a fait connaître son opposition, cette décision est prise par arrêté du représentant de l'État dans le département, à la demande de la commune.

L'acte portant classement d'office comporte également approbation d'un plan d'alignement dans lequel l'assiette des voies publiques est limitée aux emprises effectivement livrées à la circulation publique.

Lorsque l'entretien des voies ainsi transférées entraînera pour la commune une charge excédant ses capacités financières, une subvention pourra lui être allouée suivant les formes de la procédure prévue à l'**article 248** du code de l'administration communale.

➤ Article R 318-10 du Code de l'Urbanisme

L'enquête prévue à l'**article L.318-3** en vue du transfert dans le domaine public communal de voies privées ouvertes à la circulation publique dans un ensemble d'habitation est ouverte à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées.

Le maire ouvre cette enquête, après délibération du conseil municipal, le cas échéant à la demande des propriétaires intéressés.

Le dossier soumis à l'enquête comprend obligatoirement :

1. La nomenclature des voies et des équipements annexes dont le transfert à la commune est envisagé;
2. Une note indiquant les caractéristiques techniques de l'état d'entretien de chaque voie ;
3. Un plan de situation ;
4. Un état parcellaire.

Le conseil municipal doit donner son avis sur ce projet dans un délai de quatre mois.

Avis du dépôt du dossier à la mairie est notifié dans les conditions prévues par l'**article R.141-7** du code de la voirie routière aux personnes privées ou publiques propriétaires des voies dont le transfert est envisagé.

L'enquête a lieu conformément aux dispositions des articles **R.141-4**, **R.141-5** et **R.141-7** à **R.141-9** du code de la voirie routière.

Les dispositions de l'article **R.318-7** sont applicables à l'enquête prévue par le présent article.

➤ **Article R 318-7 du Code de l'Urbanisme**

Les personnes choisies en qualité de commissaire enquêteur ou de membre de la commission d'enquête ne doivent pas appartenir à l'administration des collectivités et établissements publics intéressés par le transfert des équipements ni participer à son contrôle. Ils ne doivent avoir aucun intérêt à l'opération projetée.

Les indemnités accordées aux commissaires enquêteurs en vertu des articles R. 111-6 à R. 111-9 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique sont applicables à l'enquête soumise aux dispositions des articles R. 318-4 à R. 318-6.

➤ **Article R 318-11 du Code de l'Urbanisme**

L'opposition des propriétaires intéressés visée au troisième alinéa de l'article **L.318-3** doit être formulée, au cours de l'enquête prévue à l'article **R.318-10**, dans les conditions fixées à l'article **R.141-8** du code de la voirie routière.

CODE DE LA VOIRIE ROUTIERE

➤ **Article L 141-3 du Code de la Voirie Routière**

Le classement et le déclassement des voies communales sont prononcés par le conseil municipal. Ce dernier est également compétent pour l'établissement des plans d'alignement et de nivellation, l'ouverture, le redressement et l'élargissement des voies.

Les délibérations concernant le classement ou le déclassement sont dispensées d'enquête publique préalable sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

À défaut d'enquête relevant d'une autre réglementation et ayant porté sur ce classement ou déclassement, l'enquête rendue nécessaire en vertu du deuxième alinéa est ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie, et organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration.

L'enquête prévue à l'article **L.318-3** du code de l'urbanisme tient lieu de l'enquête prévue à l'alinéa précédent. Il en va de même de l'enquête d'utilité publique lorsque l'opération comporte une expropriation.

➤ **Article R 141-4 du Code de la Voirie Routière**

L'enquête publique prévue au deuxième alinéa de l'article **L.141-3** s'effectue dans les conditions fixées par la présente sous-section.

Un arrêté du maire désigne un commissaire enquêteur et précise l'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et les heures et le lieu où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations.

La durée de l'enquête est fixée à quinze jours.

➤ **Article R 141-5 du Code de la Voirie Routière**

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, l'arrêté du maire est publié par voie d'affiche et éventuellement par tout autre procédé.

➤ **Article R 141-7 du Code la Voirie Routière**

Une notification individuelle du dépôt du dossier à la mairie est faite aux propriétaires des parcelles comprises en tout ou partie dans l'emprise du projet, sous pli recommandé, avec demande d'avis de réception lorsque leur domicile est connu ou à leurs mandataires, gérants administrateurs ou syndics. Lorsque leur domicile est inconnu la notification est faite, le cas échéant, aux locataires et preneurs à bail rural.

➤ **Article R 141-8 du Code de la Voirie Routière**

Les observations formulées par le public sont recueillies sur un registre spécialement ouvert à cet effet. Ce registre, à feuillets non mobiles, est coté et paraphé par le commissaire enquêteur.

➤ **Article R 141-9 du Code de la Voirie Routière**

À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est clos et signé par le commissaire enquêteur qui dans le délai d'un mois transmet au maire le dossier et le registre accompagnés de ses conclusions motivées.

CODE DES RELATIONS ENTRE LE PUBLIC ET L'ADMINISTRATION

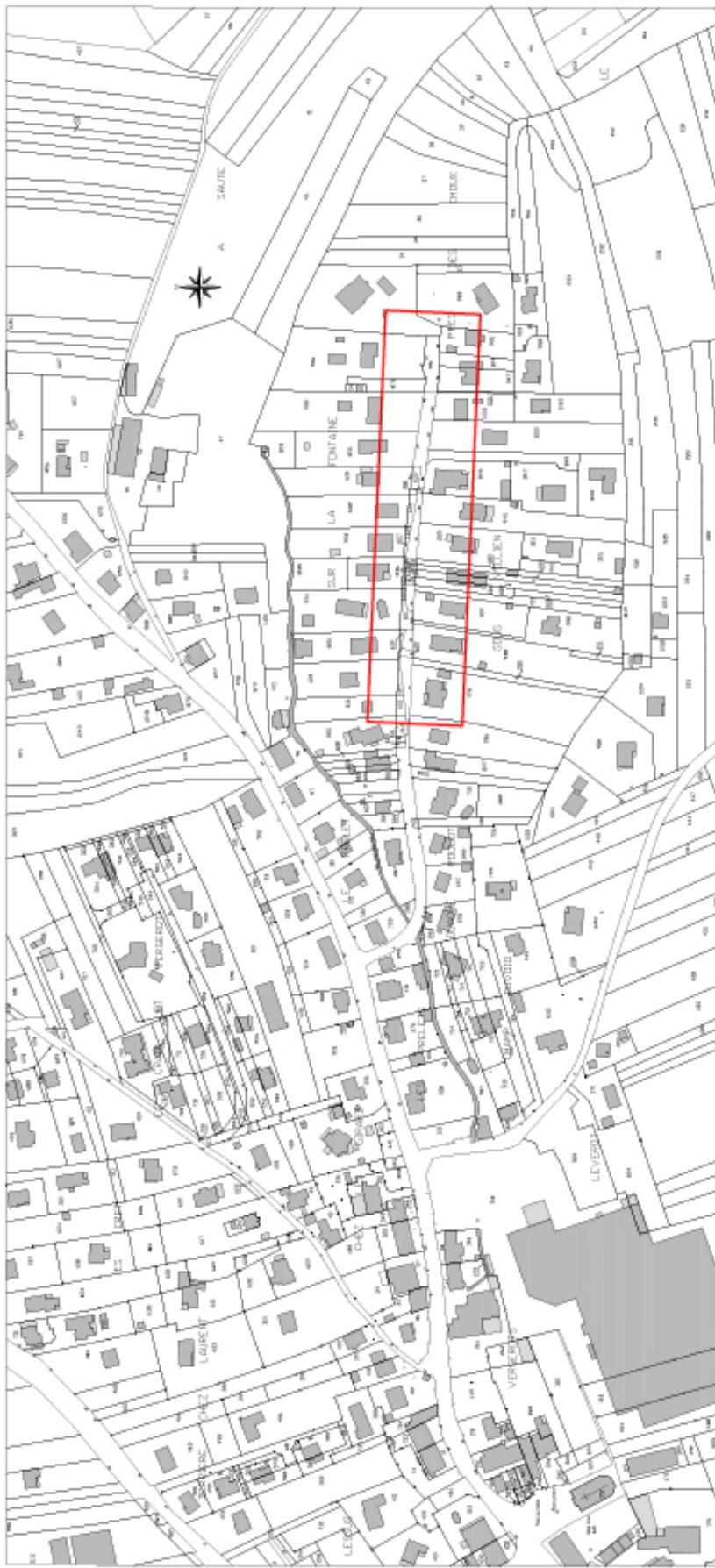
➤ **Article L 134-1 du Code des relations entre le public et l'administration**

Sans préjudice de dispositions particulières figurant dans d'autres textes, le présent chapitre régit les enquêtes publiques qui doivent être organisées par l'administration et qui ne relèvent ni du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ni du code de l'environnement.

➤ **Article R 134-5 du Code des relations entre le public et l'administration**

Lorsqu'en application d'un texte particulier, l'enquête publique est ouverte par une autorité autre que l'une de celles mentionnées aux articles **R. 134-3** et **R. 134-4**, cette autorité en assure également l'organisation jusqu'à la clôture, dans les conditions prévues par le présent chapitre, à l'exception de celles posées à l'article **R. 134-14**.

3) PLAN DE SITUATION



Localisation de la zone - Sans échelle

4) NOMENCLATURE DE LA VOIE – ETAT PARCELLAIRE

L'article L 318-3 du Code de l'Urbanisme permet de transférer d'office et sans indemnité, après enquête publique, la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitations, ainsi que leurs dépendances.

Le transfert dans le domaine public communal objet des présentes porte sur diverses sections de la rue de la Source – le surplus étant déjà propriété communal – actuellement privées mais ouvertes à la circulation publique, ainsi que ses équipements annexes, dont les candélabres publics notamment.

L'ensemble de l'emprise à transférer est référencée dans l'état parcellaire ci-dessous.

Le transfert d'office ne peut être proposé que sur la voie ou les sections de voie qui s'entendent en application des théories de l'accession et de l'accessoire, comme englobant tous les éléments liés à ladite voie.

Ainsi ce transfert n'a pas pour effet d'entrainer systématiquement le transfert de la propriété des réseaux à la commune.

Le transfert est limité aux équipements annexes figurant dans la présente nomenclature du dossier d'enquête.

En l'occurrence les éléments transférés sont :

- la chaussée et l'aire de retournement
- ses accotements enherbés ou de soutènement
- les ouvrages de collecte des eaux pluviales et d'éclairage public

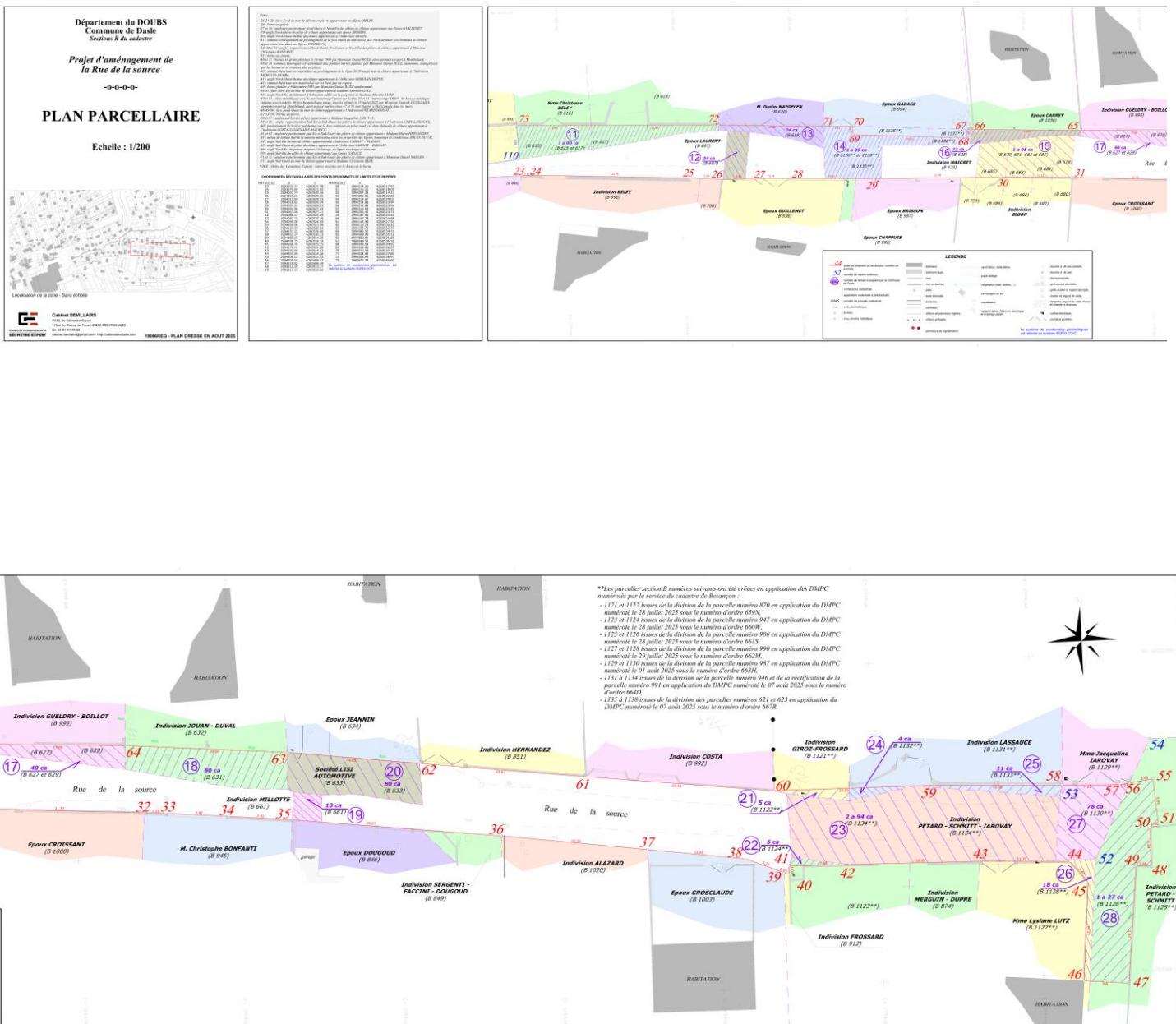
Pour information, il est ici précisé que les réseaux de télécommunications, de gaz, d'électricité, les transformateurs, et les réseaux d'eaux usées, ne sont pas intégrés dans la procédure de transfert d'office car ils sont considérés par la jurisprudence comme appartenant déjà et d'office au gestionnaire du réseau dès leur création, du moment que ce ne sont pas des « équipements propres », ce qui est le cas en l'espèce.

ETAT PARCELLAIRE					
N° PLAN PARCELLAIRE	SECTION	NUMERO	PROPRIETAIRES	LIEUDIT / ADRESSE	SUPERFICIE
11	B	615	Madame Christiane DURU veuve BELEY	Rue de la Source	00ha 00a 60ca
	B	617		Rue de la Source	00ha 00a 40ca
12	B	697	Indivision LAURENT	Sous Villien	00ha 00a 34ca
13	B	619	Monsieur Daniel NAEGELEN	Rue de la Source	00ha 00a 24ca
14	B	1136	Monsieur Pascal GADACZ et Madame Anne CAPRON épouse GADACZ	Rue de la Source	00ha 00a 98ca
	B	1138		Rue de la Source	00ha 00a 11ca
15	B	685	Monsieur Daniel GIGON et Madame Claudine BORRE épouse GIGON	Sous Villien	00ha 00a 27ca
	B	683		Sous Villien	00ha 00a 28ca
	B	681		Sous Villien	00ha 00a 26ca
	B	679		Sous Villien	00ha 00a 24ca
16	B	625	Indivision MAIGRET Christian et MAIGRET Édith	Rue de la Source	00ha 00a 32ca
17	B	627	Indivision BOILLOT Frédéric et GUELDRY Sophie	Rue de la Source	00ha 00a 22ca
	B	629		Sur la Fontaine	00ha 00a 18ca
18	B	631	Indivision JOUAN Ange et DUVAL	Rue de la Source	00ha 00a 80ca
19	B	661	Indivision MILLOTTE	Sous Villien	00ha 00a 13ca
20	B	633	SAS LISI AUTOMOTIVE FORMER	Rue de la Source	00ha 00a 80ca
21	B	1122	Indivision GIROZ-FROSSARD	Sur la Fontaine	00ha 00a 05ca
22	B	1124	Indivision DUPRE Lucas et MERGUIN Camille	36 rue de la Source	00ha 00a 05ca
23	B	1134	Indivision PETARD-SCHMITT-IAROVAY	Sur la Fontaine	00ha 02a 94ca
24 et 25	B	1132	Indivision LASSAUCE	27 rue de la Source	00ha 00a 04ca
	B	1133		27 rue de la Source	00ha 00a 11ca

26	B	1128	Madame Lysiane GIROZ veuve LUTZ	38 rue de la Source	00ha 00a 18ca
27	B	1130	Madame Jacqueline PORTRAT veuve IAROVAY	Sur la Fontaine	00ha 00a 78ca
28	B	1126	Indivision SCHMITT Pascal et PETARD Laëtitia	40 rue de la Source	00ha 01a 27ca
TOTAL =					00ha 11a 59ca

5) PLAN PARCELLAIRE

EXTRAIT SANS ECHELLE



Un exemplaire du plan parcellaire à l'échelle 1/200 est annexé aux présentes sous cote « Annexe 1 ».

6) CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DE L'ETAT D'ENTRETIEN DE LA VOIE ET DES ESPACES COMMUNS NECESSAIRES A LA VOIRIE

Caractéristiques globales de la voie

La Rue de la Source est une impasse dans laquelle la circulation est à double sens.

L'accès à cette voie est possible par la Route Départementale numéro 126, dénommée « Rue de Beaucourt ».

Un panneau de signalisation « VOIE SANS ISSUE » est implanté en entrée de la voie.

Un panneau de signalisation « STOP » est installé en sortie de la voie.

La plaque de la rue existe.

La numérotation des habitations existe.

Il n'existe pas de place de stationnement.

Présence d'un trottoir étroit (moins de 0,80m de large) à droite en entrée de voie uniquement sur une longueur d'une trentaine de mètres.

Section de voirie de la rue de la Source concernée par le transfert

Longueur totale à transférer : environ 255 mètres, en ce comprise l'aire de retournement.

Largueur moyenne de l'emprise à transférer : environ 9 mètres (chaussée et accotement compris, pas de trottoir).

Nature du revêtement de la voie : chaussée revêtements bitumeux et accotement enherbés.

État général et d'entretien : état moyen avec quelques dégradations ponctuelles des enrobés dont plus particulièrement au niveau de l'aire de retournement.

Équipements publics de la section de voie concernée

L'éclairage public est assuré par la présence de six luminaires installés directement sur les poteaux EDF tout le long de la voie.

Les constructions riveraines sont desservies en électricité et télécommunications par des réseaux aériens installés sur sept poteaux (dont les six poteaux précités qui supportent les luminaires).

Présence d'une borne incendie en début de la section de voie.

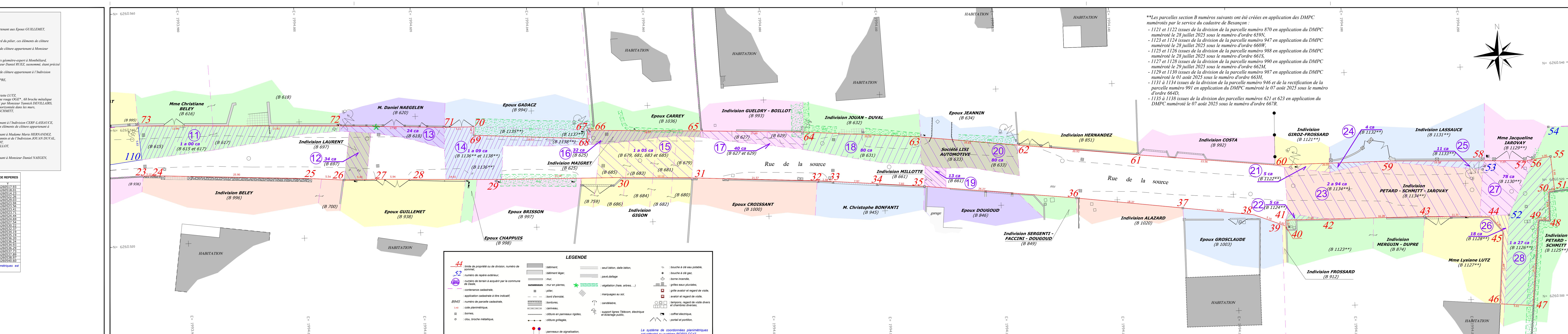
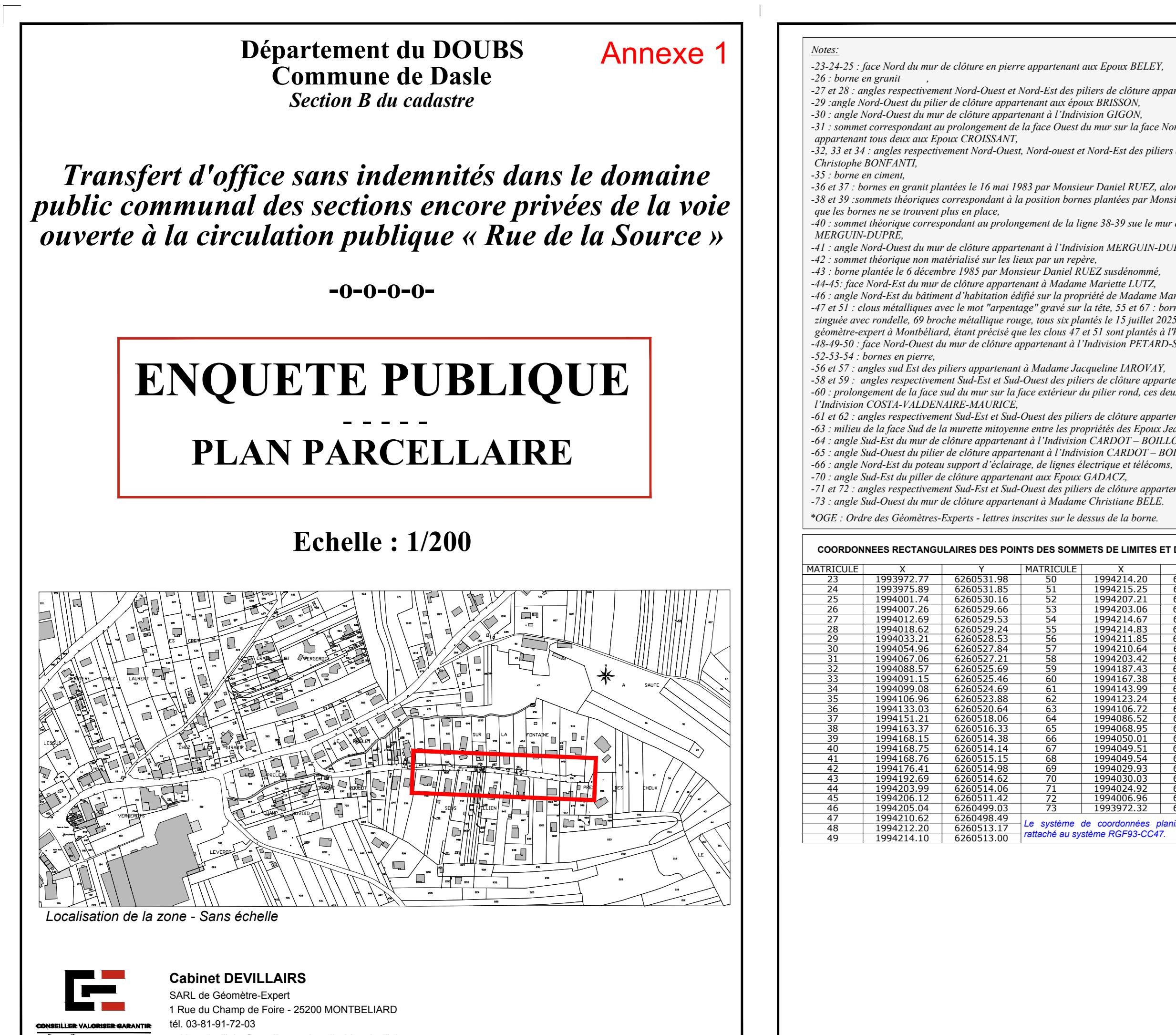
Existence d'un réseau d'alimentation en gaz de ville dans l'emprise de la voie.

Présence notamment des émergences visibles de réseaux suivantes dans l'emprise de la voie :

- 10 grilles de collecte des eaux de pluies,
- 13 regards sur les canalisations principales d'eaux usées et pluviales,
- 9 regards de branchements aux réseaux d'assainissement,
- 12 bouches à clefs d'eau potable,
- et 1 coffret électrique.

7) ANNEXES

- Plan parcellaire échelle 1/200 (**Annexe 1**)
- Décision du conseil municipal lançant la procédure de transfert d'office (**Annexe 2**)
- Arrêté du Maire prescrivant l'enquête publique et désignant le commissaire enquêteur (**Annexe 3**)



EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL

Annexe 2

Date de la Convocation : 27 octobre 2025
Date de publication : 5 novembre 2025
Conseillers en exercice : 11 Présents : 8 Votants : 9

Le 4 novembre 2025
à 18 heures

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, salle du Conseil Municipal, **sous la présidence** de Mme Carole THOUESNY, Maire.

Étaient présents:

Mmes Valérie BEAUSEIGNEUR – Corinne HOEFFEL - Lysiane PY – Myriam PETITHORY
MM Daniel BERTHAUD - Olivier CARREY - Gérard BOICHOT formant la majorité des membres en exercice.

Résultat du vote
- Pour : 9
- Contre : 0
- Abstentions : 0

Absents excusés :

Mme - Céline SCHWARTZ
Mme Pascale PION

Procurations :

M Jean-Pierre MUSSIO
Mme Pascale PION à Gérard BOICHOT

M. Gérard BOICHOT a été élu **secrétaire**.

OBJET : TRANSFERT D'OFFICE DE LA RUE DE LA SOURCE DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL SANS INDEMNITES, DE VOIRIES ET ESPACES COMMUNS OUVERTS À LA CIRCULATION PUBLIQUE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu les articles L.318-3 et R.318-10, R.318-11 du Code de l'urbanisme,

Vu le Code de la Voirie Routière, et notamment les articles L.141-3, R.141-4 et suivants,

Madame le Maire expose à l'Assemblée :

La totalité de la rue de la Source, en ce comprises les sections encore privées de celle-ci, constitue aujourd'hui dans les faits une voie et avec espaces communs ouverts à la circulation publique.

Cette voie dessert un petit quartier résidentiel qui s'est développé depuis les années 70 jusqu'à accueillir aujourd'hui 42 habitations.

Originairement les premières habitations étaient desservies pour partie par un ancien chemin rural aujourd'hui disparu et remplacé par la voie actuelle dénommée « rue de la Source ».

Après recensement visant la rue de la Source et ses abords immédiats, il a pu être déterminé qu'un ensemble de 34 parcelles privées constituaient encore aujourd'hui parties de la voirie et de ses espaces communs ouverts au public dans ce quartier.

Sur ces 34 parcelles, 10 constituaient des élargissements de l'ancien chemin rural originel, lesquelles ont dès lors été acquises amiablement par la Commune de DASLE au cours des années 2024 et 2025. Les 24 parcelles restantes, non issues de l'ancien chemin rural, appartiennent à des propriétaires privés, riverains ou non de la voie.

Cette voie d'une longueur totale d'environ 430 mètres prend son origine sur la route Départementale 126 et se termine à l'accès de la maison n°29 (parcelle cadastrée B 1125).

L'éclairage public de cette voie et son entretien est assuré par la Commune.

Elle est ainsi constituée à la fois par le domaine public routier communal et par un patchwork de parcelles relevant du domaine privé de multiples riverains (d'origines ou successifs) n'ayant jamais fait l'objet de rétrocessions au profit de la commune.

Les parcelles n'étant pas incluses dans le domaine public communal et constituant pour partie la rue de la Source, ont été identifiées à ce jour au nombre de 24, et identifiées au cadastre, savoir :

SECTION	NUMERO	SUPERFICIE
B	615	00ha 00a 60ca
B	617	00ha 00a 40ca
B	697	00ha 00a 34ca
B	619	00ha 00a 24ca
B	1136	00ha 00a 98ca
B	1138	00ha 00a 11ca
B	625	00ha 00a 32ca
B	685	00ha 00a 27ca
B	683	00ha 00a 28ca
B	681	00ha 00a 26ca
B	679	00ha 00a 24ca
B	627	00ha 00a 22ca
B	629	00ha 00a 18ca
B	631	00ha 00a 80ca
B	661	00ha 00a 13ca
B	633	00ha 00a 80ca
B	1122	00ha 00a 05ca
B	1124	00ha 00a 05ca
B	1134	00ha 02a 94ca
B	1132	00ha 00a 04ca
B	1133	00ha 00a 11ca
B	1130	00ha 00a 78ca
B	1126	00ha 01a 27ca
B	1128	00ha 00a 18ca

À l'effet de faire cesser l'incohérence existant sur cette voie ouverte à la circulation publique et relevant à la fois du domaine public communal et du domaine privé de tiers, il est aujourd'hui proposé d'intégrer les parcelles relevant du domaine privé des anciens ou actuels riverains dans le domaine public communal suivant la procédure du transfert d'office prévue à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'engagement de la procédure de transfert d'office dans le domaine public communal des parcelles sus-désignées, constituant partie de la voie dénommée « Rue de la Source »,
- d'autoriser Madame le Maire à faire toutes démarches préalables afférentes à la procédure de classement d'office, et notamment rechercher les propriétaires actuels desdites parcelles, établir ou faire établir tous documents et plans techniques nécessaires,
- d'autoriser Madame le Maire à lancer l'enquête publique correspondante,
- d'autoriser Madame le Maire à signer tous actes, pièces ou documents relatifs à ladite procédure,

Entendu l'exposé qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil, à l'unanimité des votants :

APPROUVE l'engagement de la procédure de transfert d'office dans le domaine public communal des parcelles sus-désignées, constituant partie de la voie dénommée « Rue de la Source », conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme,

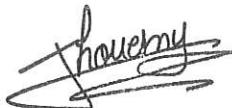
AUTORISE à cet effet Madame le Maire à signer tous les actes y relatifs, à réaliser toutes démarches nécessaires à la réalisation de cette procédure et à engager les dépenses correspondantes,

DIT que la décision de transfert d'office valant classement d'office dans le domaine public routier de la portion de voie concernée est reportée à l'issue de l'enquête publique.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

DASLE, le 5 novembre 2025

Madame le Maire, Carole THOUESNY




MAIRIE de
25230 DASLE

03.81.34.36.14
Mairie@ville-dasle.fr

ARRETE n° 46. 2025

Prescrivant l'ouverture et l'organisation d'une Enquête
publique relative à la procédure de transfert d'office rue
de la Source.

Le Maire de la Commune de DASLE (Doubs),
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
Vu les articles L.318-3, R.318-10 et R.318-11 du Code de l'urbanisme,
Vu le Code de la Voirie Routière,
Vu le Code des Relations entre le Public et l'Administration,
Vu la délibération du Conseil Municipal de DASLE n° 37 du 4 novembre 2025 portant approbation
du lancement de la procédure de la transfert d'office d'une section de la rue de la Source et du
lancement de l'enquête publique nécessaire à cette procédure,
Vu les pièces graphiques et littérales du projet de dossier soumis à l'enquête publique inventoriant
les sections de voies ou espaces publics concernés par la procédure,
Considérant que le transfert d'office dans le domaine public routier communal ne peut intervenir
qu'à l'issue d'une enquête publique,

Annexe 3

ARRETE

Article 1 – Il sera procédé à une enquête publique qui aura pour objet le transfert d'office sans indemnité dans le domaine public de la commune des sections de voies de la rue de la Source restées propriétés privées.

Laquelle enquête se déroulera du **5 au 19 décembre 2025 inclus**, soit QUINZE (15) jours consécutifs, dans les conditions prévues aux articles R.141-4, R.141-5 et R.141-7 à R.141-9 du code de la voirie routière.

Article 2 – Monsieur Hervé ROUECHE est désigné en qualité de Commissaire Enquêteur.

Article 3 – Un dossier d'enquête, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le Commissaire Enquêteur, seront déposés en mairie , 15 rue Centrale 25230 DASLE, pendant la durée de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie au public.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser directement au Commissaire Enquêteur en mairie.

Le dossier sera également consultable sur le site internet de la Commune de DASLE.

Article 4 – Le Commissaire Enquêteur se tiendra à disposition du public pour recevoir ses observations écrites et orales, en mairie de DASLE aux jours et horaires de permanences suivants : **le 5 décembre 2025 de 14 heures 30 à 16 heures 30.**

Article 5 – Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, le présent arrêté sera publiée par voie d'affiche et par tout autre procédé en usage dans la Commune de DASLE, et notamment sur le site internet de la commune.

Il sera justifié de l'accomplissement de ces formalités par un certificat de publication du Maire.

Article 6 - Conformément aux dispositions de l'article R 141-7 du code de la voirie routière, une notification individuelle du dépôt à la mairie du dossier soumis à enquête publique sera faite aux propriétaires des parcelles privées constituant les sections de voies privées à classer. Elles feront l'objet d'un courrier sous pli recommandé avec demande d'avis de réception.

Article 7 – A l'expiration du délai de l'enquête prévue aux termes des présentes, le registre sera clos et signé par le Commissaire Enquêteur, qui disposera d'un délai d'un mois pour transmettre au Maire de DASLE le dossier avec son rapport, dans lequel figureront ses conclusions motivées.

Article 8 – Le Conseil municipal se prononcera sur ledit projet de transfert d'office à l'issue de la procédure, du résultat de l'enquête et des conclusions du Commissaire Enquêteur.

Le présent arrêté sera transmis pour ampliation à Monsieur le Préfet du Doubs.

Établi à Dasle le 12 novembre 2025
Le Maire,



Madame Carole THOUESNY

Envoyé en préfecture le 12/11/2025

Reçu en préfecture le 12/11/2025

Publié le **13 NOV. 2025**



ID : 025-212501969-20251112-ARRETE2025_46-AR